ACTION URGENTE

UKRAINE. LE SORT D'UN OFFICIER UKRAINIEN INCONNU

Ivan Beziazykov a été capturé le 16 août 2014 par des forces séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine. Il a été battu et torturé. Sa femme Margarita Kouchnirova est entrée en contact avec deux de ses ravisseurs le 2 octobre dernier et pense qu'il est en grave danger. On ignore où se trouve cet homme et ce qui lui est arrivé.

Le colonel ukrainien **Ivan Beziazykov**, 44 ans, rattaché aux services de renseignement militaire, a été enlevé avec deux autres soldats lors de négociations de cessez-le-feu avec des séparatistes pro-russes le 16 août 2014 dans l'est de l'Ukraine.

Cet homme avait reçu l'ordre de brandir un drapeau blanc et d'approcher l'autre camp pour négocier un cessez-le-feu temporaire à la suite de deux jours de conflit près du village de Stepanivka, afin de récupérer les corps et d'évacuer les blessés. Les combattants séparatistes ont désarmé Ivan Beziazykov et les deux hommes qui l'accompagnaient, et les ont faits prisonniers. Ces deux soldats ont été libérés, l'un en septembre, l'autre en décembre 2014. Ils ont alors raconté à Margarita Kushnirova qu'ils avaient été battus et torturés, surtout Ivan Beziazykov, qui a été soumis à des simulacres d'exécution et qui souffrait de côtes cassées et de gonflements sur tout le corps.

Margarita Kouchnirova a pu parler plusieurs fois à son mari par téléphone jusqu'au 22 mai. Depuis, elle ne peut que contacter ses ravisseurs. Le 2 octobre dernier, l'un d'eux, Edouard Basourine, lui a dit que son mari ne voulait pas lui parler ou la voir, mais que si elle voulait le voir, elle devrait se rendre à Donetsk. Cette femme doit s'occuper de trois enfants en bas âge et craint pour sa sécurité si elle va à Donetsk. Elle n'est pas autorisée à s'entretenir de nouveau avec son mari et ignore si les blessures de ce dernier l'empêchent de lui parler, ou même s'il est encore en vie.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en russe ou dans votre propre langue :

- priez instamment les autorités de fournir sans délai des informations sur le sort d'Ivan Beziazykov et l'endroit où il se trouve à sa famille ;
- exhortez-les à prendre des mesures immédiates pour garantir que cet homme ou leurs autres prisonniers soient protégés de la torture ou d'autres mauvais traitements, et à veiller à ce qu'ils bénéficient rapidement des soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- rappelez-leur que toute personne détenue par l'une des parties à un conflit armé est protégée par le droit international relatif aux droits humains et le droit international humanitaire, et engagez-les à prendre des mesures légales effectives pour empêcher que leurs prisonniers ou ceux des forces sous leur contrôle soient soumis à des actes de torture ou d'autres mauvais traitements.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 1er DÉCEMBRE 2015 À :

Chef de la DNR
Aleksandr Zakharchenko
str. Pushkinskaya 34
Donetsk, Ukraine
Courriel : op@dnr-sovet.su
ou info_dvpdnr@mail.ru
Formule d'appel : *Dear Mr Zakharchenko*, / Monsieur,

Copies à :
Médiatrice de la DNR
Dariya Morozova
bul. Pushkina 34, et 5, kab. 540
Donetsk, Ukraine
Fax : +380 95 656 80
Courriel : office@ombudsmandnr.org

Copies à :
Présidente de la Commission pour les droits humains du parlement ukrainien
Valeriya Lutkovska
21/8, Instytutska street
Kyiv 01008, Ukraine
Courriel :
hotline@ombudsman.gov.ua

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Ukraine dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY INTERNATIONAL

ACTION URGENTE

UKRAINE. LE SORT D'UN OFFICIER UKRAINIEN INCONNU

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le conflit dans l'est de l'Ukraine a commencé en septembre 2014, après l'annexion de la péninsule de Crimée par la Russie. En avril et mai 2014, des opposants au nouveau gouvernement à Kiev ont occupé des bâtiments appartenant à l'administration locale et aux agences chargées de l'application des lois dans plusieurs villes des régions de Donetsk et de Lougansk, dans l'est du pays (Donbass). Réclamant plus d'autonomie au niveau local, voire l'indépendance à l'égard de l'Ukraine (et le rapprochement avec la Russie), les organisateurs de manifestations ont formé des groupes armés, justifiant leurs actions en invoquant les inquiétudes concernant les droits des habitants russophones de la péninsule. À Donetsk et Lougansk, et dans les plus petites villes alentour qu'ils contrôlent, ces groupes ont proclamé la « République populaire de Donetsk » (DNR) et la « République populaire de Lougansk » (LNR). Les autorités à Kiev ont réagi en lançant une « opération antiterroriste », opération militaire visant à reprendre le contrôle de la zone. Le conflit qui a suivi a fait plus de 8 000 morts et poussé plus de deux millions de personnes à s'enfuir.

Le 11 février 2015, après des mois de négociations menées à Minsk, au Bélarus, sous médiation internationale entre les représentants des autorités à Kiev et des dirigeants autoproclamés de Donetsk et Lougansk, les accords « Minsk II » ont été signés, entraînant un cessez-le-feu. Bien que ces accords ne soient pas encore pleinement mis en œuvre, l'intensité des combats dans le Donbass a beaucoup diminué.

Les cas de prisonniers dans les deux camps, victimes de torture et d'autres mauvais traitements, ne sont pas seulement choquants, ils sont trop fréquents. Amnesty International s'est entretenue avec 33 anciens prisonniers en mars et avril 2015, dont 17 avaient été détenus par les séparatistes et 16 par les forces de police et militaires pro-Kiev. Tous sauf un ont fait état de passages à tabac et d'autres violences, en particulier au début de leur captivité. Ce rapport est disponible sur https://www.amnesty.org/fr/documents/eur62/1086/2015/en/.

Ivan Beziazykov aurait été victime de torture en raison de son haut grade militaire et de son appartenance aux services de renseignement ukrainiens. Les deux autres hommes enlevés en même temps que lui ont expliqué qu'ils avaient tous trois été battus à chaque poste de contrôle où ils passaient. Ils ont également raconté que le traitement réservé à Ivan Beziazykov avait été particulièrement sévère, celui-ci ayant été soumis à cinq reprises à un simulacre d'exécution. Sa femme a indiqué à Amnesty International qu'il avait eu plusieurs côtes cassées et qu'il n'avait pas pu parler correctement pendant les premiers mois de sa captivité en raison des coups qu'il avait reçus.

Nom : Ivan Beziazykov
Homme

AU 231/15, EUR 50/2680/2015, 20 octobre 2015